JOURNAL DES PERMANENCES ANTI-EXPULSIONS

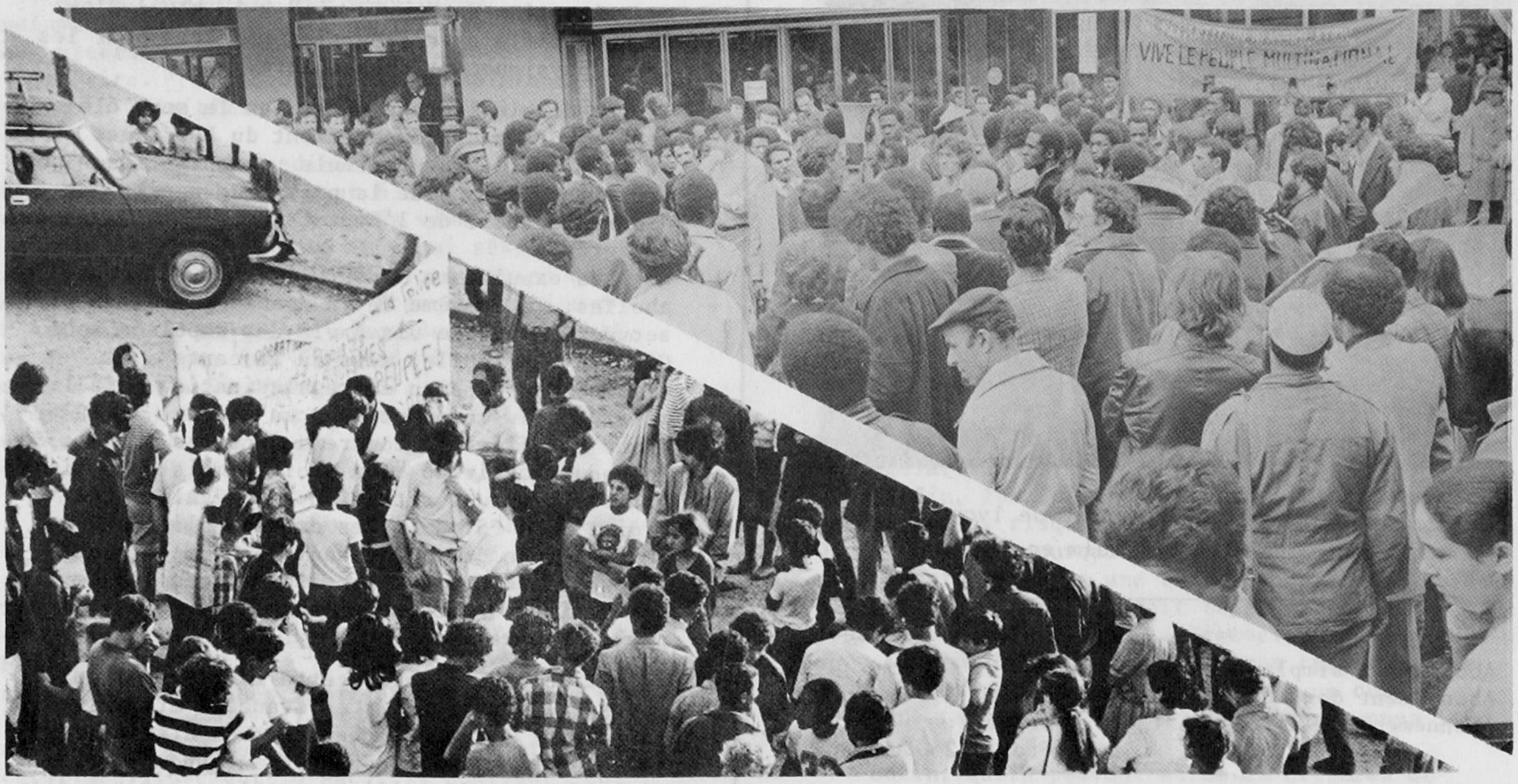
n° 10 - mi-octobre / mi-décembre 1981

5 francs

L'ANTI-RACISTE

DEVELOPPONS UNE POLITIQUE ANTI-RACISTE DE CLASSE
ET L'UNITE FRANCAIS-IMMIGRES VAINCRA !

BRISONS LE CONSENSUS RACISTE !



Marseille, Juin 1981

Paris, le 4 juillet 81

mobilisation anti-raciste pour la régularisation de tous les immigrés sans-papiers

commémoration du 17 octobre 1961 pour l'unité du peuple multinational de France

POUR NOUS CONTACTER

par écrit :

Librairie "Soleil d'Encre"
6, place du Marché Sainte Catherine
75004 - PARIS

à une de nos permanences :

Librairie "Cherche"
3, rue Marx Dormoy
75018 - PARIS (métro La Chapelle)

que nous tenons : mardi de 18h à 19h30
samedi de 10h 30 à 12h

Intervention de la PAE de lyon
dans une cité de Vaulx en Velin.

Abonnement simple sous pli fermé : 100 francs
Abonnement de soutien sous pli fermé : 150 francs
Abonnement de diffusion (port gratuit) :
5 numéros : 25 francs

Directeur de publication S. NAJGEBORN

COMMANDEZ NOS NOUVELLES PUBLICATIONS :

- Feuille spéciale sur l'école (2F)
- Feuille spéciale sur le PCF (4F)
- Feuille spéciale sur "l'anti-racisme de classe" (2F)
- Feuille spéciale sur "anti-racisme et lutte de classe à l'université (à paraitre - 5F)
- Brochure sur le mouvement étudiant contre le décrêt Imbert (5F)
- Brochure sur le racisme des années 60 en France et la guerre d'Algérie (8)

Dépôt légal 3-81
Imprimerie : EDIT 71
22, rue d'Annam - 75020 - PARIS

EDITORIAL

L'Etat-PS emploie un double langage.
Ecoutez le parler, regardez le agir.
Un jour il affirme supprimer les expulsions, le lendemain on s'aperçoit qu'elles sont maintenues pour la grande masse des immigrés. Pire, il introduit dans son projet de loi, une notion de "trouble grave à l'ordre public", "d'atteinte à la sécurité de l'Etat" ce qui lui permet à nouveau de menacer d'expulser les jeunes immigrés.
Hernu, Ministre de La défense et maire de Villeurbanne ne s'en prive pas lorsqu' "au feu de l'action" il exprime sa conviction profonde: " les étrangers impliqués dans les incidents de la banlieue lyonnaise seront expulsés"(le 20-09-81). Le PS déclare prendre des mesures d'amnistie vis à vis des immigrés expulsés sous Giscard, pourtant Mr. Chikhaoui se voit refuser sa carte en sortant de la prison de Lille et reconduit à la frontière. Ce n'est pas le seul cas. C'est aux préfets de reconsidérer si les motifs d'expulsion sont justifiés ou non. Le PS affirme dans des discours grandiloquents qu'il faut en finir avec une situation de "non droit"; mais il met en place quelques jours plus tard un plan de régularisation tel qu'une faible minorité seulement de "sans-papiers" obtiendront leur carte de séjour. Les autres resteront dans une situation de "non-droit" à la merci d'un plan de râfle et d'expulsion massives pour les faire"physiquement"disparaitre.

Le double langage n'est pas le seul élément frappant du comportement du PS. C'est aussi la pratique de reculs réels mais tactiques pour préserver le fond de la politique raciste et discriminatoire de l'Etat français vis à vis des immigrés.

Les expulsions seront limitées, mais pas abolies: le système de la double peine est préservé. L'amnistie vis à vis des expulsés sous Giscard est réelle, mais "à la carte". Il existe bien un plan de régularisation mais limité dans le temps et dans sa portée. Le PS donne des élements concrets dans ces projets de loi pour sortir du "non droit", mais pour mieux rationaliser une situation "d'inégalité des droits". Le PS parle des droits politiques des immigrés, de droit d'association, mais pour mieux les restreindre, indiquer que pour le PS les immigrés sont extérieurs, hétérogènes au peuple de France.

Ce double langage, cette tactique visent à diviser les anti-racistes français et immigrés. Ils visent à les désorienter pour affaiblir la force de ceux qui s'opposent au concensus raciste dont un des piliers est la politique discriminatoire de l'Etat. Il faut comprendre que le PS est obligé de tenir compte du courant d'opinion anti-raciste qui s'était levé contre la politique de l'Etat Giscard. S'il veut apparaitre comme différent, il doit faire preuve de "bonne volonté", de "compréhension" vis à vis des axes politiques qui structuraient ce courant d'opinion. C'est pourquoi les discours redondant et démogogiques reprenant à s'y méprendre les the même qui ont constitué la propagande des PAE, des anti-racistes ne manquent pas.

Devant cette situation, les anti-racistes doivent garder la "tête froide".

A tous ceux qui ont été révoltés par le racisme d'Etat sous Giscard, à tous ceux que révolte le racisme civil, ce racisme qui se déploie violemment ou incidieusement dans les lieux publics, dans les cités, à l'école ou au travail, à tous ceux là, les Permanences Anti-Expulsions disent:

"- Regardez les choses en face. Ne vous laissez pas séduire par un discours phraseur et racoleur. Jugez une politique sur pièces.

L'anti-racisme est une position de principe, une éthique de vie qui prend corps en tant que combat prolongé pour un nouveau type de societé. Ce n'est ni une position électorale, ni conjoncturelle. Restez fermes, vigilants. Poursuivez ce combat qui vous fait tenir debout dans cette societé en crise. Proclamez votre attachement à ce qui a fait la force des anti-racistes, une position:

+ contre tout système de double peine et toute juridiction spéciale.

+ pour la régularisation sans condition de tous les sans-papiers

+ pour l'égalité des droits politiques entre français et immigrés.

+ contre l'assimilation, pour le respect de chaque communauté historique ou nationale.

ESCROQUERIE POLITIQUE

Depuis l'élection de Mitterrand et en particulier durant tout l'été, l'Etat-PS s'est lancé dans une grande campagne publicitaire où il affirme être "anti-raciste". A la télévision, à la radio dans les journaux, il ne s'est pas passé de jours sans que le gouvernement tente de faire apparaitre sa politique vis à vis des immigrés comme une politique anti-raciste, comme une politique diamétralement opposée à celle que développait Giscard. C'est ainsi qu'un grand nombre de français et d'immigrés, faisant crédit aux discours du PS, pensent què le gouvernement est en train d'arrêter les expulsions, d'accorder aux immigrés de nouveaux droits politiques, de régulariser les immigrés sans-papiers.

MAIS QU'EN EST-IL REELLEMENT?

1. Arrêt définitif des expulsions?

Absolument pas. Le projet de loi est à "deux vitesses". C'est là toute l'hypocrisie de l'affaire. " Les deux vitesses" maintenant chacune la "légitimité" du système de la double peine.

Les expulsions "ordinaires" sont maintenues comme sous Giscard sauf pour 6 catégories d'immigrés: les mineurs, les immigrés vivant en France depuis l'âge de 10 ans, ceux qui résident depuis 15 ans, ceux qui sont mariés au moins depuis 6 mois avec un conjoint français, l'étranger titulaire d'une rente d'accident de travail, ceux qui n'ont pas été condamnés à un an de prison sans sursis. La dernière clause est particulièrement scandaleuse et dangereuse. Elle peut pousser un juge à alourdir une peine de prison pour que l'immigré soit expulsé.

Les expulsions "d'urgence" (art. 26). Par cet article, tout immigré (sauf mineur) peut être expulsé si " son expulsion du territoire se révèle constituer une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat et pour la sécurité publique".
Ainsi, même les jeunes immigrés peuvent être expulsés. A quel moment, le Ministère de l'Intérieur jugera que tel ou tel fait conduit à menacer "impérieusement la sécurité publique" est un mystère. Seuls, les préfets et le Ministre le savent; l'arbitraire de la loi Bonnet est préservé!

En d'autre termes, malgré un discours rassurant, les expulsions sont maintenues, le système de "la double peine" est confirmée pour la très grande masse des immigrés.

2. A propos des droits politiques des immigrés

Le droit de vote aux élections municipales fut un point du programme électoral de Mitterrand. Pourtant ce projet est renvoyé à plus tard, sous prétexte qu les français ne sont pas prêts d'accepter un "tel changement". Quel alignement du PS sur les plus racistes des français!
De quel courage politique, anti-raciste, le gouvernement fait-il la preuve!

3.Le plan de regularisation des immigrés sans-papiers: une véritable escroquerie politique .

Les mesures de régularisation sont très restrictives; fort peu de camarades vont pouvoir les satisfaire:

+ faire la preuve de son arrivée en France avant le 1er Janvier 81

+ avoir un domicile fixe

+ avoir un contrat de travail d'un an (pour l'année à venir) ou passer devant une commission départementale qui émettra un avis sur la "stabilité de l'emploi". Le préfet, après consultation de la commission départementale (qui peut s'opposer à l'autorisation de travail en raison de la "situation de l'emploi" dans le département),décidera de donner ou non la carte de séjour

+ le patron doit s'engager à verser 600F à L'Etat.

Sur les 350.000 immigrés sans-papier que le gouvernement reconnait résider en france, quels sont ceux qui pourront satisfaire à de tels critères? Dans la situation de crise que nous traversons, quel patron va accepter de signer un contrat de travail d'un an ? Quel patron va accepter de payer 600frs de charges supplémentaires?

Le PS prétend par cette procédure réduire "le travail clandestin" et vouloir "protéger les ouvriers"; mais la plupart du temps, si un patron embauche au noir (sans charges sociales) c'est qu'il ne veut pas faire autrement.

Faire dépendre la régularisation du camarade immigré de la bonne volonté du patron est le comble de l'hypocrisie. Soit le patron imposera le statut quo(la poursuite du travail au noir)soit s'il craint des poursuites, il licenciera, quitte à embaucher plus tard un français ou un immigré avec papier. Mais pratiquement, dans aucun cas, il n'y aura embauche réelle et régularisation.

Enfin, les immigrés qui travaillent avec une fausse carte, risquent fort de se voir licencier. On ne voit pas pourquoi la plupart des patrons accepterait de payer une charge supplémentaire de 600Frs; par contre, on voit très bien poindre poureux, la possibilité de licencier" en douceur" on voit très bien certains patrons tenter, même si ce n'est pas légal, de licencier un ouvrier avec une fausse carte sans lui verser aucune indemnité.

Enfin, quels peuvent-être les critères de "stabilité de l'emploi" que pourra utiliser cette fameuse "commission départementale" chargée de traiter les dossiers où il n'y a pas de contrat de travail, si d'emblée comme l'aaffirmé le secrétaire d'Etat à l'immigration, les promesses d'embauche et le travail en intérim sont rejetés comme travail précaire. Quand on connait l'importance qu'a pris aujourd'hui le travail en intérim on peut être sûr que très peu d'immigrés sans-papiers seront régularisés.

Tout ceci explique pourquoi, on peut donc affirmer que ce plan n'est pas un plan de régularisation, mais un plan qui va permettre de contrôler plus avant les immigrés sans-papiers pour les refouler, un plan qui va permettre des licenciements et l'apparation dans les statistiques de "création d'emploi", un plan par lequel fort peu d'immigrés sans-papiers seront régularisés.

C'est un plan de mesures arbitraires que l'on aurait facilement attribué à Stoléru.

REGULARISATION DE TOUS LES IMMIGRES SANS-PAPIERS : CAMPAGNE CENTRALE DES P.A.E

Apres l'élection de Mitterrand, le coeur de la France électorale bat de l'espoir du changement; elle se sent généreuse la France socialiste, elle souhaite autour de son Etat rassembler son troupeau et promet d'améliorer toutes les conditions du peuple travailleur sous le joug depuis 25 ans. La grâce du nouveau président et de ses ministres descend jusqu'aux têtes des immigrés, les exclus, les sans droits de la société française : clémence pour les jeunes immigrés qui ne pourront plus être expulsés; toutes les expulsions sont pour l'heure suspendues.

CE QUE L'ON PREVOIT.

Le 11 Juin a lieu le meeting des PAE, meeting de l'unité français-immigrés.

Leur analyse de la conjoncture politique est la suivante : Mitterrand et Defferre devant tenir compte des courants d'opinion et des forces qui ont résisté au racisme de l'Etat sous Giscard -la grève de la faim menée à Lyon contre l'expulsion de jeunes immigrés est toute proche- prennent quelques mesures provisoires.
Certes que les jeunes immigrés ne soient plus expulsés est une bonne chose mais pourquoi le gouvernement ne revient-il pas sur la Loi de 73 aux relents coloniaux revenchards -les jeunes algériens nés en France apres 62 ont automatiquement la nationalité française- ?

Le PS ne prend pas position sur la place des immigrés dans la société; s'il a dénoncé les méthodes employées par le PCF à Vitry, à Montigny... il a approuvé sur le fond la politique mise en oeuvre : répartition, quotas, renforcement de la police par l'îlotage, une politique d'assimilation-intégration forcée qui va à l'encontre du libre choix du lieu d'habitation, du respect des différentes communautés historiques, nationales et culturelles.

Les PAE, les anti-racistes et les immigrés se sont battus contre cette politique, il faut continuer à le faire et ne faire en rien confiance à l'Etat. Elles disent :
- libre choix du lieu d'habitation et droit absolu de vivre avec sa famille
- ni marginalisation, ni assimilation des jeunes immigrés.

Les PAE prévoient que si le gouvernement peut aller jusqu'à régulariser quelques immigrés sans papiers, il n'en sera rien pour la majorité des immigrés sans papiers; elles se lancent alors dans la campagne de :
- régularisation et protection de tous les immigrés sans papiers, et renouvellement automatique des cartes de séjour et de travail.

Elles appellent à un rassemblement populaire le 4 Juillet à Barbès.

CE QUI SE DESSINE.

Le 4 Juillet, le rassemblement pour la régularisation de tous les sans-papiers se tient à Barbes.

4 juillet 1981 : les français et les immigrés antiracistes se rassemblent à Barbès pour la régularisation sans condition de tous les sans-papiers.

Il y a beaucoup de monde, beaucoup d'immigrés perplexes qui se demandent qui va être régularisé. Le nouveau gouvernement a été très évasif, il n'a fait que promettre, et encore, promettre que certains immigrés dits "cas humanitaires" seraient régularisés.

Pour les PAE c'est une politique inadmissible dans laquelle les bases d'une discrimination entre les immigrés à rejeter et les autres qui pourront être assimilés sont jetées. Pour les PAE, il n'est pas question de cautionner une sélection entre les "bons" et les "mauvais" immigrés, leur mot d'ordre est alors contre la mise en place de mesures arbitraires et discriminatoires, de fait racistes :
- tous les immigrés sans papiers sont des "cas humanitaires", régularisation sans condition de tous.

Elles appellent les français et les immigrés à s'organiser en toute indépendance de l'Etat et des syndicats. Elles interviennent en rappelant que les derniers évenements de Lyon et de Marseille (voir articles dans le journal) montrent que le racisme civil et les menées fascistes n'ont pas disparus. Au contraire dans la logique des règlements de compte gauche-droite les attentats peuvent se multiplier, la seule force capable de s'opposer à cela ne peut être qu'une force populaire, anti raciste, organisée dans les quartiers les cités de banlieue, les lycées, les usines... et en aucun cas une force qui s'appuierait sur l'Etat.

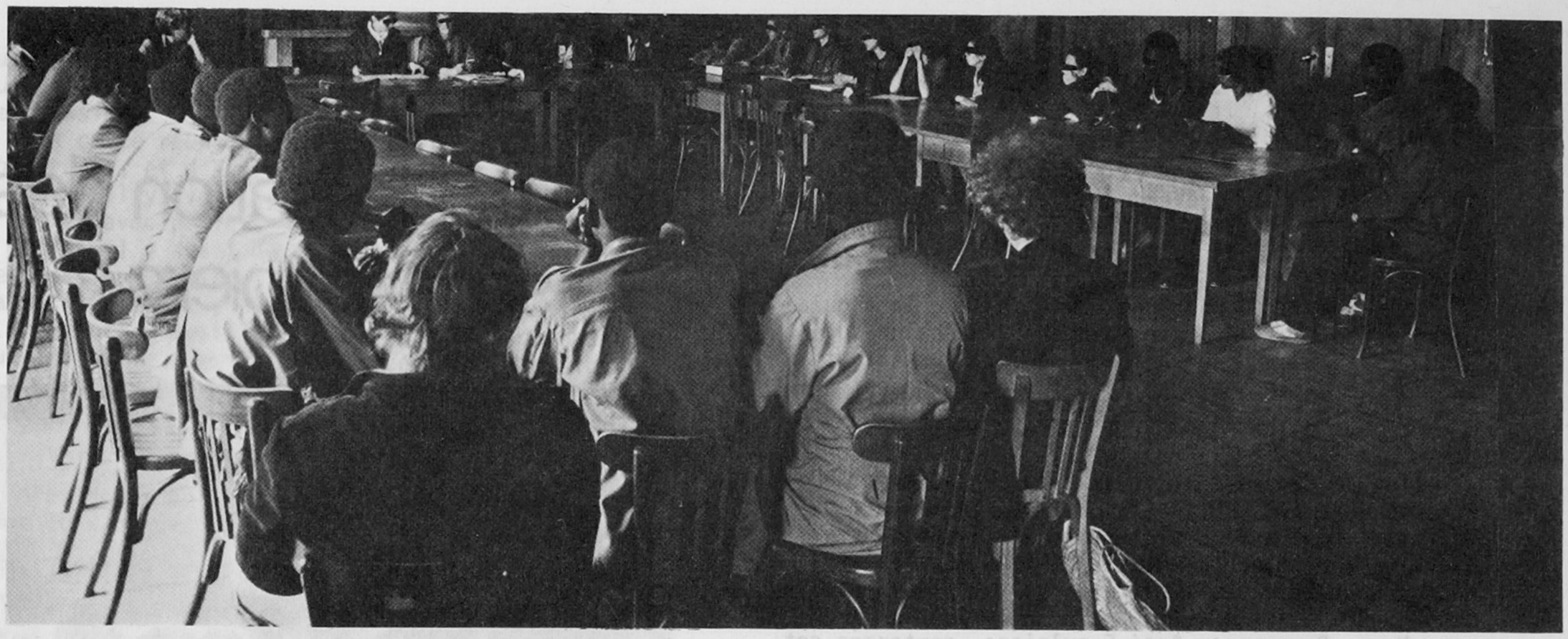
Les PAE proposent de constituer des dossiers pour la régularisation et de les porter en délégation au secrétariat d'Etat (ministère de la solidarité nationale).

ON EST FIXE.

Le 23 Juillet, une délégation massive porte les dossiers de régularisation des sans papiers au ministère de la solidarité nationale.

Une cinquantaine de personnes, français et immigrés, qui remettent 500 dossiers classés suivant les cas à considérer, c'est quelque peu impressionnant pour une chargée de mission qui a l'habitude de recevoir trois délégués syndicaux et aucune objection.

23 Juillet 81: Délégation français-immigrés au Secrétariat d'Etat à l'Immigration



Les PAE ont présenté les dossiers en six groupes pour la régularisation :
- les camarades immigrés qui n'ont jamais eu de papiers.
- ceux qui ont perdu leurs papiers (chômeurs, intérimaires...) et dont le refoulement a été signifié.
- ceux qui ont été expulsés ou condamnés à l'être.
- les jeunes immigrés sous le coup de la "double peine" (condamnation de justice-expulsion), ceux soumis à la Loi de 73, ceux ayant des sursis trimestriels.
- les femmes et les enfants qui ont rejoint leur mari et père et n'ont pas réussi à obtenir le regroupement familial.
- les étudiants soumis à l'infâme décrêt Imbert.

Tout était organisé et témoignait d'une grande mobilisation, non seulement des PAE mais aussi des immigrés qui avaient fait les listes dans les foyers, ceux qui étaient venus à la permanence ou rallier la bataille après avoir lu les panneaux à la sortie d'un métro.

Ce jour là était un jour important de deux points de vue :
- il concentrait l'engagement et la volonté de bien des français et des immigrés de se battre pour la régularisation de tous.
- il confirmait les craintes des PAE.

En effet, le 23 Juillet le conseil des ministres du gouvernement Mitterrand venait de décider que "seuls les immigrés sans papiers pouvant faire la preuve d'un emploi stable seraient régularisés". Nous étions désormais fixés, le discours "sucré" du gouvernement était bien la façade d'une politique raciste qui, en deux mois et demi, était passée des promesses démagogiques à une plus "dure" réalité. Nous avions pris de l'avance en dénonçant ce qu'il y avait de raciste et de xénophobe dans le fait de lier l'obtention de la carte de séjour à la situation de l'emploi, il s'agissait maintenant de continuer la bataille en organisant plus précisément la camp anti-raciste.

NOS DIRECTIVES.

Pendant l'été de nombreuses réunions dans les foyers ont assuré la mobilisation en cours. Les immigrés sans papiers allaient chercher dans les commissariats et les préfectures l'APS (autorisation provisoire de séjour de trois mois, non renouvelable), véritable sursis que le gouvernement se donnait avant d'asséner le coup final à tout espoir de régularisation par la circulaire du 11 Aout sur la procédure à suivre (voir article dans le journal).

Face à cette véritable escroquerie politique, les tâches des PAE étaient claires :

Organiser les camarades immigrés.

Quel patron allait signer un contrat d'embauche d'un an en cette période aigue de crise ?
Par dizaine les camarades immigrés sont licenciés, jetés dehors sans indemnité, sans lettre, sans droit.

Les PAE décident d'intervenir directement aupres de l'inspection du travail, des patrons, d'obtenir la réintégration et la signature du contrat (voir article PAE 19° Paris).

Les PAE décident de renvoyer la responsabilité de sa politique au gouvernement. Elles lancent la directive de remplir les dossiers et de les déposer même incomplets à la Préfecture pour obtenir le récipissé de dépôt du dossier. Elles prennent rendez-vous pour une nouvelle délégation au ministère.

Les PAE décident des interventions de propagande avec les camarades immigrés sur leur situation réelle auprès des autres immigrés contre la division que les mesures provoquent ; auprès des français qu'il est important d'interpeler et de rallier à cette bataille anti-raciste.

Informer l'opinion publique du contenu et des conséquences réelles de la politique de Mitterrand en matière d'immigration.

Les PAE décident de
- faire des réunions publiques
- dénoncer sans relâche les idées racistes "les immigrés font le chômage" soit "les chômeurs font le chômage"
- expliquer la responsabilité historique de la France dans le pillage et la ruine économique des pays d'origine de l'immigration ; les causes de l'immigration
- faire vivre l'unité du peuple multinational en montrant l'importance politique des immigrés dans la lutte de classe de ces dernieres années, en travaillant la mémoire collective.

chalon.sur.saone :

.greve de la faim

.regularisation des sans-papiers

Ils ont été jusqu'à 21 immigres tunisiens sans-papiers à faire la grève de la faim du 9 au 29 mai, pour la régularisation de tous les sans-papiers.

Ils ont obtenus la promesse d'obtenir des récépissés de 3 mois renouvelables.

Ils ont lutté pour une cause juste : la régularisation de tous les "sans-papiers" de Chalon-sur-Saône, mais bien des problèmes se sont posés tout au long de cette grève de la faim, et se posent encore chez les français sans doute, mais plus encore chez les immigrés.

Tous a démaré sur la ville par un appel de SOS-Refoulements (PS,CFDT, ASTI, UTIT, ...) à une manifestation contre l'expulsion de 6 immigrés sans-papiers (la Permanence Anti-Expulsions s'était déjà battue pour 2 de ces immigrés - voir " l'Anti-Raciste n° 9 " -).

Nous, Permanence Anti-Expulsions, soutenons cet appel et venons à cette manifestation avec notre banderole.

Dès le début de la manifestation, des membres de SOS-Refoulement parlent au micro de "récupération" et veulent refouler 2 organisations qui dénoncent le PCF comme un Parti raciste (naturellement absent) : la Permanence Anti-Expulsions et l'Union des Communistes de France Marxiste-Léniniste. Les gros bras de SOS-Refoulement, les tunisiens de l'UTIT et les turcs de l'ATT tiennent des bâtons .... pour empêcher l'unité de la manifestation !!

Beaucoup n'approuverons ni cette façon d'agir, ni les insultes dont nous fûmes l'objet.

Le soir même, des immigrés sans-papiers démarrent une grève de la faim illimitée pour obtenir la régularisation de tous les sans-papiers de Chalon/Saône.

Dès le début, cette grève menée par l'UTIT, devient la grève d'une nationalité : les tunisiens, qui n'ont, à la différence de celle de Lyon, associé à leur mouvement ni français ni autre nationalité ; ils se sont organisés seuls, sans mettre personne dans le coup, il n'y eu pas un mot de leur projet à la manifestation du jour même.

En faisant de cette grève une affaire personnelle et en cantonnant les français dans la logique du soutien, ils s'isolaient de fait. Le bilan que l'on a tiré de la politique du "soutien" dans la lutte des foyers Sonacotra suffit à en apporter la preuve.

Face au PS et à la CFDT indécis, qui jugent cette grève inopportune en cette période électorale, deux camps se structurent :

- d'un côté le PCF avec l'UTIT et les partisans d'un 'Comité de soutien', appelleront à une manifestation le 22 mai dont le mot d'ordre sera : " régularisation des sans-papiers et arrêts de l'immigration ! " :

- d'un autre côté, dans les PAE, nous manifestons notre adhésion à tout acte qui s'inscrit dans une campagne de régularisation de tous les sans-papiers, en venant voir régulièrement les grévistes, avec une lettre chaque fois que nous avons quelque chose à dire (ce qui fera dire à l'UTIT que nous venons mettre la pagaille ; il est vrai qu'elle veut des grévistes qui ne discutent pas et un soutien à sa botte). Enfin, avec l'UCFML nous appelons à un rassemblement le 29 mai, pour la régularisation de tous les sans-papiers, femmes et hommes.

C'est ainsi qu'on a vu à Chalon, après les élections, l'UTIT quitter ses amis d'hier, la CFDT/PS, pour vendre les immigrés au PCF raciste, chauvin et anti-immigrés ..... L'UTIT a interdit aux immigrés de venir au rassemblement que nous avions appelé avec l'UCFML pour la régularisation des sans-papiers femmes et hommes !!!

En fait, l'UTIT ne veut pas de l'unité français/immigrés, ni de l'unité de toutes les nationalités, elle s'occupe des revendications des Immigrés (elle appelait le mot d'ordre " régularisation de tous les sans-papiers " " nos justes revendications "), et en guise d'unité avec les français elle les rattache à un Parti bourgeois, auparavent le PS, maintenant le PCF (cf. la feuille spéciale de " l'Anti-Raciste" sur la politique raciste du PCF)

Châlon: Le rassemblement de la PAE devant la sous-préfecture

Beaucoup d'immigrés ne sont pas d'accord avec cela, et, avec eux maintenant, c'est de ce bilan que nous discutons :

* de la question du PCF et du PS par rapport aux immigrés et au racisme ;

* de la nécessité d'être une force autonome de ces Partis bourgeois.

Certains immigrés disent aussi : " on n'a rien gagné". En effet ne peuvent prétendre aux cartes de séjour que ceux qui ont une promesse d'embauche .... D'autre se rendent compte qu'ils ont été manipulés.

LA BATAILLE DE LA PERMANENCE ANTI-EXPULSIONS POUR LE DROIT DES FEMMES A VENIR REJOINDRE LEUR MARI.

Bien avant le mouvement de la grève de la faim des sans-papiers à Chalon, nous avions rencontré, lors d'un porte-à-porte sur un quartier, des femmes sans-papiers. Certaines (les femmes algériennes) avaient fait des demandes de régularisation en bonne et due forme, et s'étaient vu donner comme unique réponse : " Retournez dans votre pays avec vos enfants " ; d'autres (les tunisiennes et marocaines) étaient là clandestinement, sans s'être jamais signalées à l'administration, connaissant très bien les risques que cela comportait.

Avec quatre familles concernées, avec des anti-racistes et les maoïstes de l'UCFML, nous avons décidé de faire une vaste campagne d'information, de signature d'une pétition, de mobilisation.

Nous avons recueilli mille signatures sur le marché, les lycées, un foyer, au porte-à-porte sur le quartier. Les français ne connaissaient pas la situation de ces femmes, encore plus occultée que celle des hommes ; les réactions étaient dans l'ensemble assez favorables sur le plan humain, mais revenait toujours la question du chômage : " Pourquoi laisser venir les femmes puisqu'il n'y a plus de travail pour les maris ? " Durant toute cette bataille nous avons répondu à cette question, nous avons fait le lien avec la grève de la faim des hommes sans-papiers, nous avons appelé à un rassemblement des français et des immigrés pour aller porter les pétitions à la sous-Préfecture.

Là, la promesse nous a été faite par le sous-Préfet de donner aux femmes, comme aux hommes, des récépissés de trois mois renouvelables.

Nous avons alors décidé d'une réunion sur le quartier, pour que les femmes n'aillent pas seules au commissariat de police, et qu'on prépare ensemble les dossiers.

A cette réunion sont venues les quatre familles concernées, et d'autres, de nouvelles femmes :

- il y avait des femmes sans-papiers et d'autres avec papiers qui se sentaient concernées ;
- il y avait des femmes et des hommes immigrés de trois nationalités différentes : algériens, marocains, tunisiens ;
- il y avait une femme française du quartier qui travaille avec la Permanence Anti-Expulsions.

Nous avons décidé d'aller ensemble au commissariat de police.

Voilà le nouveau sur ce quartier :

Le début de l'unité de toutes les nationalités avec ou sans-papiers et de l'unité français/immigrés

Voilà ce qui fait notre force :

* notre indépendance de tous les Partis bourgeois ;

* notre confiance dans la mobilisation des gens et dans l'unité des français et des immigrés.

Les choses n'ont pas été faciles au commissariat, les propos des flics étaient à la limite du racisme ; l'unité français/immigrés, ils n'aiment pas du tout .. De plus, ce furent des tracasseries incroyables ; pour certaines femmes il a fallu y retourner 4 fois faire la queue, il n'y avait jamais tous les papiers voulus ! De plus, l'obtention de papiers n'est même pas assurée pour tout le monde, il y a toujours les mêmes exigences qu'avant : normes de surface pour le logement - travail fixe pour le mari - exigence de la DDASS que tous les enfants soient en France - .... Mais nous sommes bien décidés à aller jusqu'au bout.

Maintenant sur le quartier, il nous faut :

- renforcer l'unité français/immigrés ;
- pour préparer nos prochaines campagnes sur l'école et sur la loi de 1973

REGULARISATION DES "SANS-PAPIERS" ET LICENCIEMENT

LA PERMANENCE ANTI-EXPULSIONS DU XIX° ARRONDISSEMENT DE PARIS SE BAT CONTRE UN LICENCIEMENT.

C... est un ouvrier immigré ; comme beaucoup, il est en France depuis le début des années soixante-dix ; mais il a perdu sa carte de séjour après une visite prolongée au pays : C... se retrouve en France en 1978 " sans-papiers ". Au début de 1979, il est embauché dans une entreprise de nettoyage, sans contrat ni lettre d'embauche, avec une fausse carte de séjour.

Au mois d'août 1981, Autain annonce ses mesures de "régularisation" ; C... va au bureau de la Préfecture et donne les informations nécessaires pour avoir une A.P.S. (Autorisation Provisoire de Séjour) de 3 mois et pour retirer son dossier ; le lendemain, C... montre ce dossier à sa patronne : il faut qu'elle fournisse un contrat de travail pour un an et elle doit payer 600,00 francs à l'Etat. La patronne n'hésite pas : " Je ne savais pas que vous aviez une fausse carte " dit-elle ; " si c'est comme cela, vous ne travailliez plus chez nous ! " , " Passez lundi prochain prendre votre compte ! " .

Le soir, au foyer, C... discute avec son frère. Son frère connait des gens qui ont donné " un coup de main " aux résidents lors de leur relogement : C... et son frère viennent nous voir.

Le frère pense qu'il faut aller à la Préfecture expliquer que C... a déjà eu une carte : peut-être la Préfecture sera-t-elle plus compréhensive maintenant que le gouvernement a changé ? Peut-être va-t-elle donner une carte ?

La Permanence Anti-Expulsions est d'un autre avis : le ministère a bien fait savoir que les cas "humanitaires" étaient des cas comme les autres ; la régularisation est sans discussion possible liée à la question du travail.

Nous discutons et décidons finalement d'aller ensemble voir la patronne.

L'ONET, entreprise de nettoyage, est comme tant d'autres : petit bureau sur rue, servant de plaque tournante aux ouvriers envoyés travailler dans toute la région parisienne, suivant les demandes. La salle est petite, divisée par un comptoir surmonté d'une plaque de verre qui monte jusqu'au plafond et qui ainsi sépare irrémédiablement l'espace en deux camps : devant, les ouvriers, des vieux ou des jeunes, des maliens, sénégalais, algériens, marocains ; derrière, les employés, petits blancs banlieusards, nombrilliques et stupides, couvrant " leurs " immigrés d'attentions sirupeuses

Après une bonne heure d'attente dans cette ambiance à vomir, la patronne se présente ; durant notre entretient, elle ne franchira pas le comptoir ni la vitre : le contact direct avec les ouvriers est à craindre ! Nous discutons donc aimablement à travers l'hygiaphone. De fait, le ton monte assez rapidement.

La patronne nous fait savoir que :

1) elle ne peut pas payer 600,00 francs pour tout le monde ; imaginez que l'envie prenne à 20 ou 30 de ses ouvriers de se faire régulariser !
2) elle ne peut pas garantir du travail pendant un an ; d'ailleurs le contrat de C... se termine à la fin de l'année (lui, bien sûr n'était pas au courant), et elle ne peut pas assurer qu'il y aura du travail passé cette date.
3) les règlements du gouvernement, elle s'en fiche.

Elle claque donc la porte, et nous nous retirons en menaçant de porter cette affaire devant le ministère, sur la place publique, peut-être bien même, devant sa propre porte.

Avant de monter d'un cran cette bataille, C... propose d'aller voir l'Inspecteur du Travail. Nous irons, là aussi, ensemble.

L'Inspecteur du Travail du 19° arrondissement est un brave Monsieur dont l'honnêteté est entière malgré ses nombreuses années dans l'administration ; il nous écoute ; d'abord incrédule, il se met en colère : il prend le téléphone , demande à parler à Madame la Patronne de l'entreprise ONET et s'inquiète de la raison du licenciement de C... Sans raison, ormis les faux papiers, il rappelle qu'un licenciement doit être signifié par lettre recommandée et se doit d'être fondé sur une raison sérieuse ; impensable après trois années de travail, de renvoyer un ouvrier avec tant de mépris ! La patronne proteste de sa bonne foi et fait la proposition suivante : " couverte " par une lettre de l'Inspecteur du Travail, elle est prête à réembaucher C... le lendemain.

Cette affaire est porteuse de quelques enseignements forts utiles :

* On peut de battre contre les licenciements non fondés des patrons, qui renvoient les ouvriers durant la période de régularisation.

* Pour encore mieux se " couvrir " , la patronne a rédigé une attestation déclarant qu'elle employait C... depuis telle date, à tel poste, avec tel salaire. Le camarade a ainsi pu compléter son dossier de demande de régularisation et attend maintenant le passage devant la commission départementale.

* Durant cette histoire, C... s'est révélé quelqu'un n'ayant pas peur de se battre, mais de façon plutôt individualiste : très offensif sur sa propre affaire, il n'a pas levé le doigt pour contacter d'autres camarades sans-papiers de son entreprise ou de son foyer. Il nous faut donc discuter maintenant avec lui pour le rallier à la campagne de régularisation de TOUS les sans-papiers, à la conception politique du combat anti-raciste sur la régularisation.

* De par cette affaire, notre propagande a pris un contenu concret, et a eu un effet important dans le foyer où loge le camarade, nous permettant ainsi de bien nous faire connaitre. A charge pour nous d'en faire maintenant une force pour l'ensemble du combat politique anti-raciste.

COMMEMORER LE 17 OCTOBRE 1961 POUR COMBATTRE LE RACISME D'AUJOURD'HUI

MEMOIRE POLITIQUE - IDENTITE NATIONALE

Le 17 Octobre 61, c'est encore la guerre d'Algérie. Quelques mois après, ce sera la victoire des Algériens. L'indépendance de l'Algérie est d'ores et déjà acquise, la guerre de libération nationale a vaincu le colonialisme français.

En France, à Paris, le 17 Octobre 61, les Algériens manifestent en soutien à la lutte de leurs frères en Algérie, contre le couvre-feu qui les empêche de circuler entre 21h et 6h du matin, contre la terreur policière et les râfles.

Le 17 Octobre 61 au soir, des milliers, hommes femmes et enfants algériens, "descendent" des bidonvilles de la région parisienne et convergent vers Paris. Ils manifestent, la police intervient, matraque, suspend aux arbres, jette dans la Seine, tire. Il y a plus de cent morts. Il y a plus de 10.000 arrestations, pendant plusieurs jours, les stades de Paris emprisonneront les manifestants.

La prise de la rue par le peuple algérien de France, défiant courageusement le couvre-feu raciste qui lui était imposé.

IL Y A DES MEMOIRES QUE L'ON VOUDRAIT TAIRE.
IL Y A DES MEMOIRES QU'IL FAUT RAVIVER.

Qui aujourd'hui se souvient de cette manifestation, qui veut se rappeler la répression monstrueuse dont elle a été l'objet. Qui ose le faire quand on sait qu'à l'époque, peu de français se sont opposés et ont réagi à cette terreur raciste.
L'Etat de De Gaulle montrait là, toute sa capacité raciste de répression et affirmait avant même l'indépendance de l'Algérie, qu'il n'était pas question que les algériens aient des droits en France, surtout pas des droits politiques.
Par cette répression sauvage, il voulait réduire à rien l'existence et l'idendité nationale de la communauté algérienne.

Ceux qui ont réagi n'étaient pas nombeux: Réseaux Jeanson, Jeune Résistance, les 121 du "Manifeste" le PSU.

Ceux qui se sont tus, qui se sont terrés dans une citoyenneté purement française, étaient ralliés au camp raciste de l'Etat. La démission collective était quasi totale; la riposte était faible, mais mettait en oeuvre un anti-impérialisme militant, un authentique engagement antiraciste qui osait s'affirmer face à la gauche de tradition, PC, PS et syndicats.
Ces forces là, indépendantes de l'Etat, hétérogénes au concensus raciste, préfiguraient ce qui commence à exister et ce pourquoi nous nous battons aujourd'hui, la dynamique et l'unité politique des différentes composantes du peuple multinational.

IL Y A DES MEMOIRES QUE L'ON VOUDRAIT STERILISER
IL Y A DES MEMOIRES QU'IL FAUT GARDER INTACTES.

Les films sur la guerre d'Algérie à la télévision, les livres sur la guerre d'Algérie fleurissent; la guerre d'Algérie est en débat, et de l'extrême droite au PCF, on se sent "objectifs", "bien documentés", on se justifie, on se présente comme malgré tout, "les bons bougres de l'histoire".

Le gouvernement Mitterrand propose, mystification suprême, une date anniverssaire pour figer à jamais cette histoire qui n'en finit pas de surgir, la rejeter dans un passé sans repère. L'enjeu est de taille car ce que l'on peut apprendre et comprendre de cette époque forge les clés de notre compréhension de la societé raciste contemporaine.

Démission collective et consensus raciste vont de pair avec un obscurcissement total de la conscience politique.

Il y a vingt ans pour la majorité des français, l'ennemi n'était pas l'Etat colonial et impérialiste français, mais des ouvriers et des femmes du peuple qui revendiquaient leur idendité nationale.

Il y a vingt ans la terreur raciste, le meurtre, les voies de fait, les injures racistes étaient justifiables dans le cadre de l'Etat, puisqu'il régnait une sainte alliance entre l'Etat et le citoyen français contre l'étranger.

Il y a vingt ans, le peuple français a tout accepté , il a voilé sa conscience et n'a jamais voulu savoir à quel point il avait été dupe.

Mitterrand 1956- Mitterrand 1981, deux dates dont le rapprochement est inquiétant.

1956: Mitterrand, Ministre de l'Intérieur ... et les pouvoirs spéciaux à l'armée française pour "mater" en Algérie la révolte d'une bande de terroristes!"

1981: Mitterrand président déclare que l'Etat doit"rassembler" la majorité des français répondre à leurs aspirations et il met en mouvement, noyé dans un discours anti-raciste, un gigantesque processus discriminatoire entre les français et les immigrés, fixant les limites de la tolérance de l'immigré à la "stabilité" et à la possibilité "d'assimilation".
Il y a là, la volonté d'interdire que l'unité politique entre les français et les immigrés se constitue; celle de briser l'unité entre les différentes communautés, entre les "bons"et les "mauvais" immigrés; la volonté de nier l'existence du peuple multinational.

Octobre 61, OCtobre 81.
Ce qui s'est passé, il y a vingt ans nous interpelle fortement sur notre capacité à briser la tentative de concensus raciste du gouvernement PS aujourd'hui.Nous sommes devant notre responsabilité pour que l'histoire ne se répète pas, pour que nous ne soyons pas complices de l'écrasement, de l'élimination d'une partie du peuple.

Les Permanences Anti-Expulsion ont décidé d'étudier du point de vue du peuple multinational, de sa dynamique, de son unité les époques décisives pour la compréhension de la politique raciste actuelle.

Trois groupes travaillent à construire une mémoire collective, base du respect entre les différentes communautés, appui de l'engagement anti-raciste en se penchant sur:

+ L'histoire du racisme d'Etat de 1936 à 1945 à travers les lois et les décrets
+ l'histoire de l'antisémitisme dans la période contemporaine du point de vue de la question de l'assimilation d'une communauté ou de son rejet
+ l'histoire la societé raciste française pendant la guerre d'Algérie et ses conséquences aujourd'hui.

Les Permanences Anti-expulsion vous engagent à les rejoindre pour prendre en charge ce travail.

REUNION PUBLIQUE MERCREDI 21 OCTOBRE 20H
A L'AGECA, 177 RUE DE CHARONNE 75011 metro: Alexandre Dumas.

BILAN DU 17 OCTOBRE 1961 - PEUPLE MULTINATIONAL

RACISME DES ANNÉÉS 60 - RACISME D'AUJOURD'HUI

Aujourd'hui, le débat sur le bilan de la guerre d'Algérie est ouvert. Les forces parlementaires cherchent à l'enfermer dans une date sans signification (le 19 mars, date du cessez-le-feu) ou à teinture coloniale (le 16 octobre, date du rapatriement du soldat inconnu mort en Algérie). Ils veulent fermer le dossier et confirmer par leur date commémorative les bases actuelles de la société raciste française.

Or, pour les anti-racistes aujourd'hui, faire le bilan politique de cette période est essentiel. Car les formes actuelles du racisme d'Etat comme du racisme civil prennent leurs racines dans ces années noires et de honte pour le peuple. On rencontre toujours aujourd'hui sur le terrain concret de la lutte anti-raciste, les traces les plus graves de cette période:

* les quadrillages policiers de quartiers entiers, les râfles et opérations "coup de poing" dans les foyers, les cités ou les cafés, peuvent encore se déployer sans riposte populaire massive ;
* les injures et expressions racistes anti-arabe et anti-immigré sont encore de cours, non seulement dans les commissariats, mais dans les quartiers comme au travail. Elles sont encore fort peu combattues. Les comportements racistes et fascistes qui vont de la suspicion systématique des immigrés à la chasse au "faciès", à la "ratonnade", sont encore largement mis en pratique. L'expression raciste même : " ratonnade " , provient de cette période ;
* de cette période aussi, la volonté raciste de faire un tri entre les "bons immigrés" et les "mauvais immigrés", "bon" algériens ou "mauvais" algériens. Entre ceux qui vivent comme des français et ceux qui gardent leur identité nationale, ceux qui sont assimilables et les "autres". Qui n'a pas entendu des propos du genre : " les immigrés portugais, italiens, à la rigueur, mais les arabes et les noirs c'est impossible de s'entendre ! ". De cette époque encore, la discrimination raciste systématique en matière de droits, de conditions de travail, de conditions de logement, les foyers-prisons, les cités-ghettos, ...

Faire le bilan de cette sombre période, c'est comprendre ce qui est au coeur du "racisme d'Etat", c'est comprendre le pourquoi de la démission politique de tout un peuple, fourvoyé par les Partis de gauche et les syndicats ; c'est une nécéssité pour combattre le racisme aujourd'hui, pour rompre avec l'attentisme ou la démission, pour choisir une voie qui cherche à développer l'unité français/immigrés et jeter les bases d'une société civile anti-raciste.

TIRER LE <u>BILAN POLITIQUE</u> DE CETTE SOMBRE PÉRIODE, C'EST RECONNAITRE AUJOURD'HUI L'EXISTENCE D'UN <u>PEUPLE MULTINATIONAL</u>.

Le colonialisme et la résistance au colonialisme ont eu pour effet en France même de constituer les immigrés des 'ex-colonies', et en particulier les algériens, en communautés nationales particulières. L'antagonisme violent qui s'était déployé pendant des dizaines d'années entre peuples colonisés et Etat français colonisateur, a eu pour conséquence de rendre impossible en France toute politique d'assimilation. Une telle politique se voyait refusée, rejetée, comme réactionnaire et raciste, par les membres de ces communautés nationales ; tenter de l'imposer par la force allait conduire au développement, à grande échelle, du racisme d'Etat, à l'ombre duquel se déployait le racisme civil.

La répression de la manifestation du 17 octobre 1961 est le premier épisode sanglant d'une telle politique.

En effet, comment expliquer la violence de la répression ? Sûrement pas comme un " fait de guerre ": les négociations avec le FLN avaient été engagées, l'Etat colonialiste français ne pouvait plus aller à l'encontre de la volonté de tout un peuple : l'indépendance nationale. Cette répression avait en fait un autre objectif, un objectif interne à la France : l'Etat impérialiste français voulait marquer son sceau dans l'histoire ; il voulait affirmer que malgré la volonté des peuples d'acquérir l'indépendance nationale, la dignité nationale, leurs " représentants " en France, les immigrés, seront toujours considérés comme des "sous-hommes", des hommes d'une " deuxième population ". La violence de l'Etat était non seulement une revanche contre la victoire du peuple algérien, mais aussi une pièce maitresse du dispositif politique qui allait sévir contre les immigrés.

Les peuples voulaient leur indépendance, soit ; l'Etat colonial français était obligé de le reconnaitre par la force des choses. Mais en France, l'Etat impérialiste comptait briser cette aspiration nationale. Il affirmait :

- " soit vous cherchez à vivre comme des français, vous perdez votre identité nationale, vous acceptez l'assimilation " ;
- " soit on vous rejette, on vous parque dans des cités-ghettos ou des foyers-prisons, et si vous en bougez, on vous matraque, on vous expulse " .

Les bases du racisme contemporain étaient jetées. L'inexistence de riposte populaire de masse, l'aligne-

ment et le ralliement des Partis de gauche, du PCF et des syndicats, à une telle politique, transformait son impact en un véritable consensus raciste.

ÊTRE ANTI-RACISTE AUJOURD'HUI : S'ENGAGER DANS LA BATAILLE POUR LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS : POPULARISER LE MOT D'ORDRE DU PEUPLE MULTINATIONAL DE FRANCE.

Nous sommes de nouveau interpelés par la conjoncture. La question de savoir si le consensus raciste en France sera renforcé ou bien brisé, reste la question politique de l'heure.

Certes, Mittérand ne mène pas la même politique que Giscard. Il abandonne l'orientation des mesures Stoléru et de la "loi Bonnet" qui consistait à marginaliser et terroriser l'ensemble des immigrés, à créer une division - la plus profonde possible - entre français et l'ensemble des communautés immigrées ; mais si il abandonne cette politique ce n'est pas pour se rallier à l'égalité des droits, à l'unité français/immigrés. Non, son objectif est de maintenir en France un consensus raciste, construit sur de nouvelles bases.

Son objectif est double :

* rallier les français à un nouveau comportement vis-à-vis des immigrés : il ne s'agit plus de rejeter en bloc les immigrés mais d'introduire une nouvelle division entre les immigrés " stables " et ceux qui sont " instables " , entre les " bons " immigrés et les " mauvais " immigrés ;

* relancer une politique d'assimilation qui divise les communautés et brise leur unité.

C'est donc une VERITABLE MACHINE DE GUERRE CONTRE LE CARACTERE MULTINATIONAL DU PEUPLE DE FRANCE.

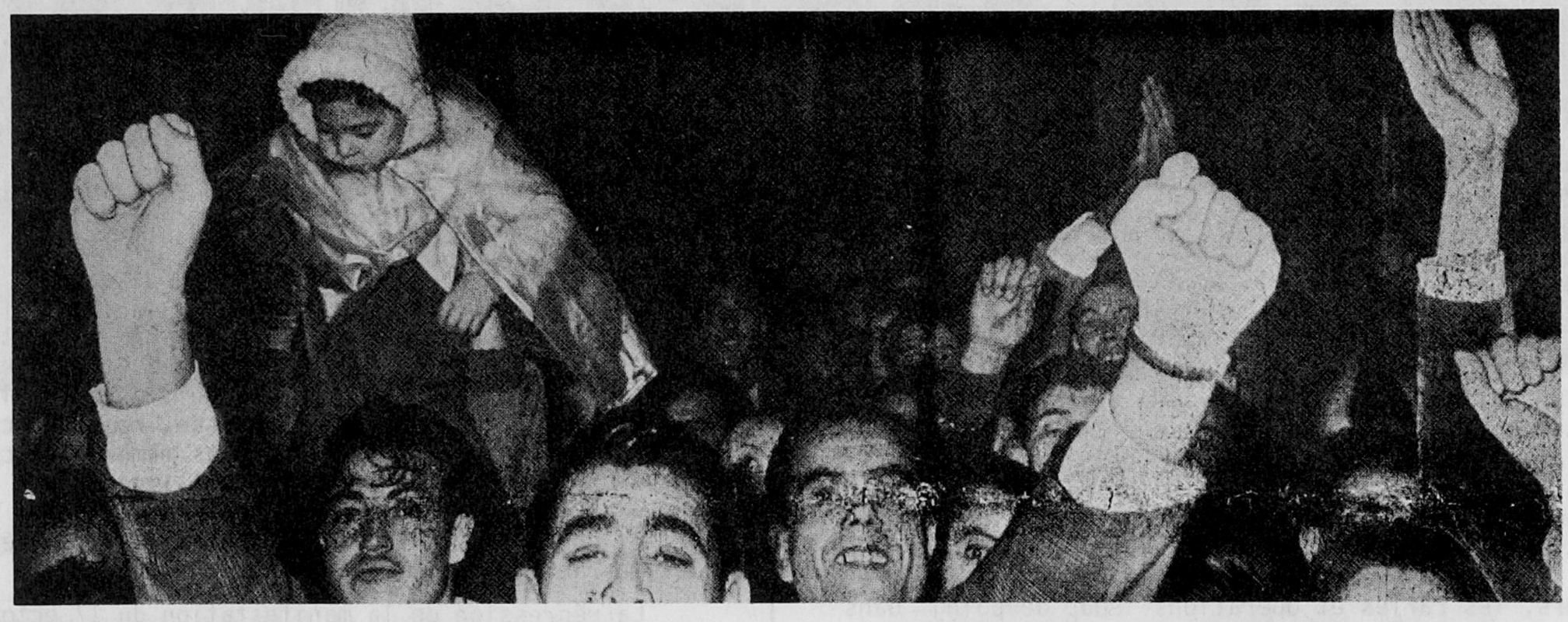
Pour Mittérand, le PS et le PCF, les " bons " immigrés, non seulement doivent avoir un travail, mais un travail " stable " ; ils doivent avoir un comportement proche de celui des français dans les cités, à l'école, ... etc. Par contre, ceux qui n'ont pas de travail, ceux qui sont en intérim, ceux qui refusent l'assimilation, la répartition, ceux qui veulent préserver leur identité nationale, enfin, tous ceux qui se révoltent, sont rejetés.

Aux uns : un statut social proche de celui des français ;

aux autres : le refoulement, l'expulsion, les C.R.S. .... C'est le sort réserver aujourd'hui aux immigrés sans-papiers et sans-travail ; c'est le sort réservé aux jeunes des cités (en particulier à Lyon), qui malgré les " promesses " voient à nouveau planer le risque de l'expulsion pour " menace à la sécurité de l'Etat ".

Cette politique de division des différentes communautés, cette politiqued'assimilation des uns et de rejet des autres, vont se heurter à la résistance des différentes communautés nationales, à la résistance des anti-racistes authentiques, carune telle politique ne pourra se déployer que par des mesures arbitraires et discriminatoires. Elle ne pourra se déployer que par le racisme d'Etat, à l'ombre duquel vivra le racisme civil.

C'est ce qui a commencé aujourd'hui avec le PLAN GOUVERNEMENTAL DE REGULARISATION DES SANS-PAPIERS.



LES FILMS SUR LA GUERRE D'ALGERIE... INTERET ET CRITIQUE

"AVOIR 20 ANS DANS LES AURES"

René Vauthier

1) L'HISTOIRE

Algérie.Un groupe de jeunes rappelés bretons oppose la force d'inertie à tout engagement dans un corps de l'armée coloniale;leur groupe est confié à un lieutenant qui les constitue en commando de chasse,petite unité qui parcourt le pays.

Une escarmouche entre le comman-do et 3 Algériens,fait un blessé grave chez les Français;l'Algérien survivant est fait prisonnier.

Le groupe s'installe alors dans une bergerie en ruine pour attendre des secours médicaux.

C'est en appelant la base qu'ils apprennent la nouvelle du putsch d' Alger.Après une discussion,et après avoir écouté les généraux,les soldats refusent de se rallier au putsch et arrêtent leur lieutenant. L'attente des secours,bloqués par le putsch, continue,et De Gaulle lance son appel aux soldats.

Lorsque le putsch échoue,les sol-dats libèrent leur lieutenant;les secours arrivent,le commando,avec le prisonnier reprend son chemin.

C'est alors que Noël,un des bretons,dégouté par les pratiques racistes et fascistes du lieutenant et par la passivité de ses camarades,Noël dé-serte.Il trouve du secours dans une famille de nomades qui l'aide à soigner Youssouf,le prisonnier blessé. Pour remercier,Noël offre à la jeune nomade un de ses insignes militaires.

Mais la chasse au déserteur a dé-jà commencer,et quand les poursuivants de Noël trouvent son insigne sur la robe de la jeune fille,ils mas-sacrent toute la famille,sauf le petit garçon...

Quand peu de temps après,Noël re-vient au camp des nomades pour récupérer son insigne dangereux,le jeune garçon tire et le tue,pour s'apercevoir ensuite que ce soldats français était son ami.

Le film se termine par une haran-gue du lieutenant sur le thème: "vous voyez comment sont les Algériens.Même ceux qui veulent les aider ils leur tirent dans le dos.C'est vraiment des s....;il faut venger Noël."

2) VOILA LE CANEVAS DU FILM. Film sur lequel on peut faire de nombreuses critiques.

A) Tout d'abord,d'un point de vue général,le film est flou;il n' est porteur d'aucune opinion franche, il ne prend aucun parti.

Ce manque de netteté,ce flou sont particulièrement visibles dans les personnages des jeunes soldats : ces jeunes,apparemment récalcitrant à la guerre,violent une jeune Algérienne,tabassent à mort sans aucune raison un jeune garçon,comme si c'était le cours normal des choses,sans aucun scrupule.Le réalisateur filme cela sans aucun point de vue non plus ,comme il filme les jeunes soldats se baignants ou le paysage des Aurés avec ses villages en ruine.

B) Pourquoi ces jeunes bretons sont-ils en Algérie? Que pensent-ils du FLN? Là-dessus,le film ne nous dit rien et on se demande même si les soldats eux-mêmes ont un point de vue quelconque.

La façon dont sont montrés les Algériens est d'ailleurs significative.Il s'agit toujours d'un groupe de 3,en embuscade,d'une famille de nomades...Mais de la force du peuple Algérien,organisé pour la lutte armée, de la guerre d'indépendance nationale pas un mot,pas une image;les Algériens sont isolés,insaisissables,on ne les voit pas comme un peuple.

C) MAIS LA CRITIQUE PRINCIPALE qu'on peut faire à ce film,c'est qu' il a été fait en grande partie pour justifier la politique du PCF par rapport au rappel des jeunes,c'est à dire "Mener la lutte idéologique contre la guerre en allant à la guerre d'Algérie" (Parmi les jeunes,on trouve en effet un instituteur qui est parti pour obéir aux consignes du syndicat)

Le PCF disait:"Il y aura sûrement quelque chose à faire au sein de l'armée contre la guerre."

Et ce quelque chose qui nous est montré,c'est la résistance au putsch d Alger,le refus de s'y rallier -Refus basé d'ailleurs non pas sur une quelconque solidarité avec le peuple algérien mais sur l'idée que rallier les généraux,c'est prolonger la guerre et donc repousser d'autant la "quille".Effectivement les jeunes bre-tons arrêtent leur lieutenant et attendent la suite des évènements.

Et là le réalisateur manipule complètement l'Histoire.Nous voyons des jeunes qui ont l'état d'esprit des soldats du début de la guerre (55-56) ,l'esprit de la quille.Et voilà que brusquement on se retrouve au putsch ,en 61.Cinq ans d'armée n'avaient-ils pas eu raison de la quille au profit du "ralliement" à la chasse à l'arabe?

Le film nous dit donc:"Oui,il fallait aller en Algérie,car qui sait si le putsch n'aurait pas réussi si les appelés ne s'y étaient pas opposés ?"

Et le film ne s'arrête pas là dans la justification de la politique du PCF.

Car même l'image du déserteur est ambigüe;le seul qui prend position concrètement,qui refuse de continuer à jouer les Ponce-Pilate sous prétexte qu'il n'a jamais tiré un seul coup de feu,celui-là échoue.Il se fait tuer par ceux-là même qu'il avait rallié, les Algériens.Accident utilisé par le lieutenant pour renverser les dernières hésitations du commando sur leur rapport aux Algériens.

Le réalisateur,René Vauthier,justifie cette fin par une remarque statistique :sur tous les jeunes qui ont dé-sertés en Algérie,seul un en a réchappé;donc,il n'aurait pas été "honnête" de voir Noël réussir sa désertion.Mais dans les faits,cela conforte l'opposition du PCF à la desertion ,qui excluait les déserteurs.

Ce film présente donc la guerre d' Algérie vue par le PCF;il est la justification de l'attitude du PCF pendant la guerre.

3) LE DEBAT

Dés le début de la discussion qui a suivie le film,les interventions ont portées sur la politique actuelle du PCF,Vitry en particulier.Pour beau-coup,de la guerre d'Algérie à Vitry, le PCF a suivi la même ligne et il ne faut pas s'étonner de ce qu'il fait aujourd'hui. Vauthier a eu beau essayer de justifier le vote des pouvoirs spéciaux en 56 par une erreur d'analyse,une confiance trahie dans le programme de paix de la SFIO,personne ne s'y est laissé prendre,et le PCF a été largement dénoncé par tous, sauf par les 2 "communistes français" de service,anciens d'Algérie.

4) CONCLUSION

Aujourd'hui,il est important de par-ler de la guerre d'Algérie,de rediscuter cette période sombre,de la comprendre et d'en faire un bilan constructif pour aujourd'hui,pour le combat de l'unité français-immigrés.

La projection de film peut être une bonne base pour des réunions sur la guerre d'Algérie.

Mais "Avoir 20 ans dans les Aurès" n'est pas un film interessant.C'est un film flou,qui ne prend pas parti tout en justifiant le PCF.

"Elise ou la vraie vie" au contraire,me semble être beaucoup plus interessant,parce que parlant sur la situation en France à l'époque,du rapport entre Français et Algériens,de l'indifférence de la majorité des ouvriers français et du néo-colonialisme du PCF et de la CGT.Il peut servir de base à une discussion interessante.

MARION BERNARD

BANLIEUE LYONNAISE : les jeunes à la recherche d'une identité

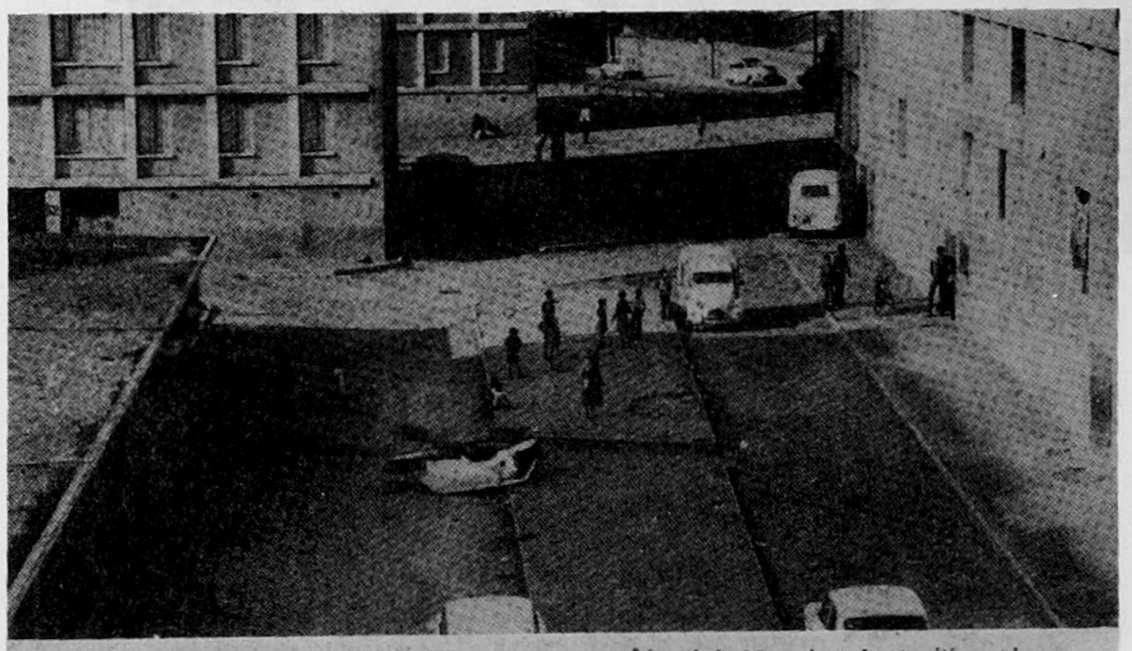
★ LES EVENEMENTS

* Le premier évènement important est l'assassinat le 17 juillet d'un jeune immigré de 19 ans, dans la ZUP de Vaulx en Velin. Daniel Zanouda fut tué de deux coups de couteau par un raciste de la cité. Cette mort affreuse qui frappait un jeune au hazard, traumatisa les habitants de la cité. La manifestation de riposte du dimanche 26 juillet, organisée par la PAE, sans regrouper beaucoup de monde (une cinquantaine d'habitants) montrait qu'un noyau de gens étaient bien décidés à combattre le racisme.

* Fin juillet, c'est aussi le temps des premiers rodéos à la cité des Minguettes à Venissieux (autre banlieue Lyonnaise), cité ghetto où une partie des jeunes immigrés est structurée sur l'idée : " les français sont racistes, restons entre immigrés ".

* Début août, le préfet, les maires, le commissaire Maurel (homme de confiance de Defferre), organisent une réunion publique, en plein air, dans la cité des Minguettes. 500 jeunes s'y rendent accusant les CRS de provocations incessantes, affirmant: " les CRS sont des ivrognes qui viennent ratonner ". Comme à Cayolle, à Marseille (cf. autre article), les CRS provoquaient pour le "compte" de la droite, ils utilisaient les contradictions entre les jeunes et l'Etat pour régler des comptes entre gauche et droite à l'intérieur de la police. Devant la pression des jeunes, le commissaire Maurel fait retirer les CRS. Il ferme l'annexe du commisariat qui avait été ouvert aux Minguettes en bas d'une tour. Le lendemain, c'est le " calme ".

* C'est quelques jours plus tard que les " rodéos " reprennent, cette fois-ci à la Grappinière à Vaulx en Velin. Cette cité a une longue tradition



Villeurbanne, dont le maire est Charles Hernu, est revenue, depuis le 10 mai, à des positions plus « réalistes » en matière d'expulsion d'immigrés. (Ici, la rue Olivier de Serre à Villeurbanne).

" anti-flics ". Il y a quelques mois, la police venant avec plusieurs cars arréter un jeune immigré de 16 ans est obligée de battre enretraite face à la mobilisation des habitants. La Grappinière est une cité que les fics détestent, car cette cité a une tradition " anti-balance " comme disent les jeunes, c'est à dire anti-délation, une tradition où vit un minimum d'unité français-immigré.

* Les rodéos s'étendent aux Buers, une autre cité de la région lyonnaise à Villeurbanne, tout près de Vaulx en Velin. Cette cité est une cité HLM " dépotoire ". C'est ici qu'ont été relogés, parmi les familles de policiers et de français à la mentalité de " petits blancs ", les expulsés de la cité

" Olivier de Serres ". C'est ici que vont apparaître les premières " milices d'autodéfense " qui tirent des fenêtres sur les jeunes regroupés sur les trottoires.

une milice

* Fin août, la police lance sa politique des " otages ". Son objectif n'est pas de mettre fin immédiatement aux rodéos. Mais de les utiliser pour accroître les tensions et contradictions au sein des habitants de la cité, tendre les rapports entre les familles, de telle sorte que les français les plus racistes se structurent en milice ou en groupe travaillant en collaboration avec la police. Leur tactique est simple : rester dans un coin,laisser la voiture bruler des heures, attendre le dernier moment pour intervenir, puis charger au bout d'un moment, embarquant des jeunes au hazard, frappant des femmes, insultant des immigrés... Il y aura même des coups de feu tirés contre les jeunes (les flics essayant de récupérer les douilles un peu plus tard).

* Dans la nuit du 2 au 3 septembre Djelali Chaoui, un jeune de 21 ans accusé d'avoir jeté des pierres sur un fourgon de police est arrêté. Le jeune nie les faits. Malgré des témoignages qui le disculpent, il sera condamné à trois mois fermes.

* Le 25 août, les flics arrêtent quatre jeunes, deux français, deux immigrés. Un des jeunes français est juif. Ils sont inculpés sans aucune preuve pour le simple motif d'avoir été présent sur les lieux d'un rodéo ce soir-là.
Après enquête et audition de témoins, la police ne reconnaissant plus, qui, elle avait arrêté, le juge d'instruction ordonne une mise en liberté. Le procureur, furieux, fait appel et renvoie les jeunes en prison.
35 jours plus tard, les deux mineurs passent en procès, ils sont relaxés. 35 jours de prison pour rien.
Entre temps, la famille juive de l'un des jeunes est sous pression. Elle reçoit régulièrement, par téléphone injures antisémites...

* Quelques jours plus tard, un barrage de police bloque une voiture. Deux jeunes s'enfuient en courant. Le conducteur est pris ; il est conduit devant le juge d'instruction pour vol de voiture. C'est là que la police s'aperçoit que le jeune est propriétaire de la voiture soupçonnée être volée.

Politique d'otage, charges, contrôles racistes, exacerber les problèmes, telle est la politique de la police.

Certains habitants des cités ont une claire appréciation de la situation. Ils nous diront : " on arrête des innocents pour forcer les gens à " balancer", pour qu'il y ait la guerre entre nous ".

Cette politique n'est pas sans résultat : des milices d'autodéfense d'extrême droite s'organisent. Aux quartiers Saint Jean à Villeurbanne, les miliciens se font photographier, armes au poing ; aux Buers, les racistes se sentent soutenus. Leur milice organisée officieusement continue à tirer des fenêtres.

LES EVENEMENTS VONT PRENDRE UN COURS PLUS POLITIQUE

La PAE fait un premier tract expliquant la politique de la police, appelant les gens des cités à s'unir contre le racisme et l'antisémitisme, à se mobiliser pour la libération des 4 jeunes innocents de la Grappinière. Elle lance cet appel en se démarquant nettement des rodéos, en expliquant en quoi ils sont nuisibles pour l'unité du peuple, à la vie dans les cités. La PAE organise une conférence de presse début septembre sur le thème : " libérer les 4 otages "; le Progrés titre : " deux thèses en présence "...

Capiévic, maire communiste de Vaulx en Velin se lance alors dans une grande campagne anti-PAE. Il affirme que les anti-racistes sont des "agents secrets des rodéos" ; il déclare qu'il reconnait dans un interview à TF1 d'un jeune des rodéos qui apparait masqué, un distributeur de tracts de la PAE. Il fait écrire dans sa presse que les témoins des 4 jeunes innocents arrêtés, sont de faux témoins mêlés au " milieu "... que tout cela est fait pour " déstabiliser " le gouvernement PS-PC et les mairies de gauche.

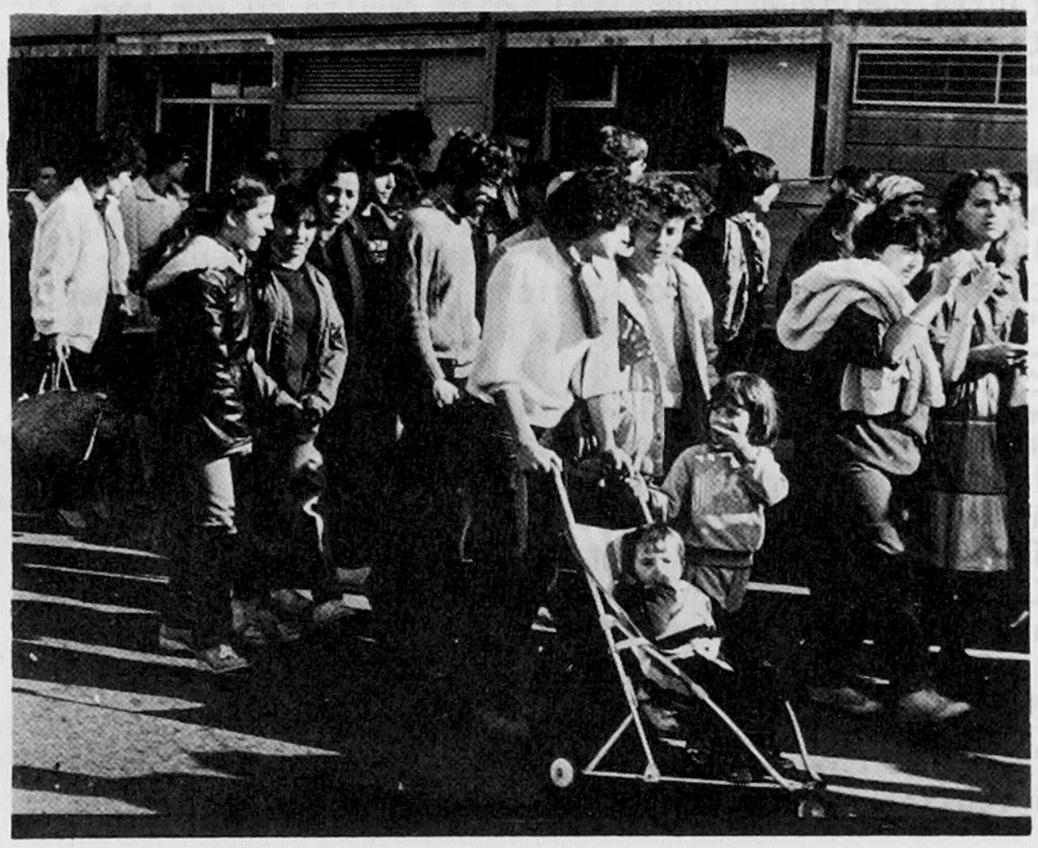
Le PCF cherchent à discréditer les anti-racistes pour mieux développer sa propre politique anti-jeunes et anti-immigrés (cf. A.R. n° 9 et la campagne de délation raciste du PCF à Vaulx). Il déclare : " nous sommes passés du stade de la délinquance juvénile au grand banditisme organisé ".

Le 16 septembre, c'est la réunion de Defferre avec les maires. Hernu affirme que se mêlent à la révolte des jeunes des provocations d'extême droite. Des décisions sont prises : plus de CRS, envoi de voitures rapides chez les flics : les fameuses Renault turbo.

Le samedi 19 septembre, des flics tentent une nouvelle offensive. Cette fois-ci contre les anti-racistes. Plusieurs cars de police encerclent le marché de Vaulx en Velin ; une vingtaine de policiers interpellent deux militants de la PAE qui distribuaient des tracts," haranguant la foule " dira la presse. Les interrogatoires des flics portent sur d'éventuels liens entre les camarades et des flics pro-Defferre : la police est encore prise dans ses réglements de compte gauche-droite.
N'arrivant à rassembler aucune charge réelle contre les militants de la PAE, ceux-ci sont libérés dans la soirée.

L'ensemble de ces interventions suscitent de nombreux débats chez les jeunes ; faut-il continuer ou arrêter? Certains affirment vouloir arrêter pour ne pas accroître les charges qui risquent de peser sur les jeunes qui sont en préventive. Ils sont sensibles aux arguments des PAE qui avancent l'idée qu'il faut développer une politique d'unité des différentes communautés nationales contre le racisme d'Etat et le racisme civil, et cesser les rodéos.

La mobilisation pour faire sortir de prison les quatre jeunes de la Grappinière s'organise. Les rodéos cessent.
Début octobre, les deux mineurs sont relaxés. Malgré 35 jours de prison pour rien, c'est une victoire pour les anti-racistes.



★ L'ENGAGEMENT DES P.A.E

LA SITUATION DANS LA BANLIEUE LYONNAISE

Les rodéos et les évene ments qui les entourent sont le résultat de deux phénomènes:

- l'un est la révolte accumulée par les jeunes immigrés des cités contre l'Etat raciste ses pratiques discriminatoires et arbitraires en matière de droit, à l'école, dans le logement ...C'est la révolte contre la police omniprésente, brutale et arrogante, contre le racisme civil, celui des français à la mentalité de " petits blancs". Les jeunes des cités, en particulier immigrés, sont sans idendité.
Rejetés de l'école, sans travail, à la merci des expulsions, ils se cherchent. Ils sont ni français, ni complètement algériens.Tout est fait pour leur retirer une idendité nationale spécifique, pour retirer sens à leur vie. La "guéguerre" avec les flics est alors l'expression de cette impasse; les rodéos, le théâtre de cette révolte.

-l'autre phénomène est la réponse des différentes forces bourgeoises et racistes face à cette révolte. En fait elles cherchent à l'utiliser pour diviser encore plus les familles des cités, pour accroître les tensions, à mettre "le peuple en crise" comme dit un tract de la PAE de Lyon. Tout est fait pour monter les évenements en épingle, pour provoquer, attiser "le feu" et ceci dans un esprit de concurrence entre gauche et droite, entre PS et PCF.
Car une telle politique leur permet,
et d'accroître la dépendance du peuple vis à vis de l'Etat,
et de structurer au sein des cités, milices, réseaux,"syndicats réactionnaires de locataires" comme agents directs de leur politique.
De Capievic maire PCF de Vaulx-en-Velin à l'extrême droite, en passant par le PS, il y a une volonté délibérée de briser toute possibilité d'unité du peuple et pour se faire, diviser les français des communautés immigrées, diviser les communautés entre "bons" et "mauvais" immigrés.
Tous appellent à la délation, à la "chasse" aux jeunes immigrés "troublions" et comptent sur les flics et les travailleurs sociaux de choc pour neutraliser et"assimiler" les autres.

POLITIQUE DES PERMANENCES ANTI-EXPULSIONS

Il s'agit d'abord de constituer un minimum d'unité entre les familles . Certes, la PAE rejette les rodéos comme des pratiques nuisibles pour les cités. Cela accroît la division entre les familles; c'est l'occasion pour les flics et l'Etat, les fascistes et le PCF de chercher à renforcer leur "réseaux racistes". Mais il s'agit surtout de combattre la délation d'un côté, la démission de l'autre.

Toutes les forces bourgeoises cherchent à ce que les gens " se balancent". Elles cherchent à structurer des groupes de racistes pratiquant systématiquement la délation.
professant à toute heure les pires ragots racites et anti-jeunes. Rejeter une telle politique, isoler et neutraliser les racistes qui tentent de la pratiquer est notre première orientation.

S'engager dans cette voie, c'est aussi appeler les gens à ne pas démissionner devant la situation,en particulier devant l'aspect le plus arbitraire et scandaleux de la pratique de la police: la politique "d'otage". La Permanence a appelé les habitants des cités à se mobiliser, à témoigner pour que les jeunes pris au hasard soient libérés et relaxés. C'est un point minimum de dignité face aux pratiques arbitraires et racistes des flics.

Ceci à nos yeux, constitue un point de repère pour savoir sur qui compter dans de tels évènements. mais cela ne suffit pas. Il faut dès maintenant développer la force organisée des anti-racistes pour transformer la situation.

Interpeller les familles françaises et immigrées.

Comment peut-on faire un quelquonque reproche aux jeunes quand on laisse "sans bouger" un jeune en prison alors que l'on sait qu'il n'a rien fait?

Comment peut-on leur formuler critiques et reproches alors qu'un jeune est assassiné sous nos fenêtres et que seul un petit noyau de gens réagit, quand on laisse les jeunes se faire expulser de France, rejeter des écoles, insulter dans la rue et au travail? Quand on laisse sans réagir l'Etat imposer la nationalité française aux jeunes algériens nés en France après 63 ?

Les Permanences Anti-Expulsions interpellent les parents français et immigrés sur leur propre responsabilité face à la situation. Elles appellent à se mobiliser et à prendre en main la lutte contre chaque aspect du racisme d'Etat et du racisme civil qui touchent tout particulièrement les jeunes. Il s'agit aujourd'hui d'obtenir les cartes de séjour pour tous ceux qui ont été expulsés sous Giscard et qui veulent continuer à vivre en France, d'obtenir les cartes de séjour pour tous ceux nés après 63 qui refusent la nationalité française, ceux qui tiennent à leur idendité algérienne.

Voilà la première chose à prendre en main dans les cités avec les Permanences Anti-Expulsions.

Engager un débat avec les jeunes.

Ce n'est que sur la base d'une telle attitude qu'il est possible d'engager un débat avec les jeunes. C'est à partir de là qu'il est possible d'être écouté et de dire ce que l'on pense exactement de chaque évenement, des rodéos.
C'est sur cette base également que l'on peut travailler avec les jeunes à reconstituer dans les cités une mémoire politique. Rejeter la problématique " des bons et des mauvais immigrés" introduite par les travailleurs sociaux, les centres sociaux, l'Etat; chercher à ce que chaque communauté nationale soit respectée est ce qui permet aux jeunes qui sont à la recherche de leur idendité face à cette societé raciste et en crise, de se situer.

Les Permanences Anti-Expulsion appellent les français et les immigrés, jeunes ou non à prendre ce travail en main. C'est la voie à notre avis pour que les jeunes trouvent une idendité positive qui les situent au sein d'un peuple pratiquant un anti-racisme actif et authentique.

BORDEAUX :

agression raciste et riposte de la P.A.E

Les faits :

Dans la nuit du 4 au 5 août à Bordeaux, Alexandre Bwanga, immigré camerounais, entre au bar " Le Star " avec un compatriote, Léo, pour téléphoner. Le patron refuse de les servir, mais laisse Léo utiliser le téléphone. C'est alors qu'Alexandre, qui était resté sur la terrasse en attendant, se fait agressé par trois jeunes ; les coups pleuvent ; quand Léo ressort et voit qu'Alexandre saigne à la tête, il l'entraine vers la voiture pour l'emmener à l'hôpital; comme il arrive à la voiture, Alexandre est de nouveau frappé à l'aide d'une barre ; il réussit à s'emparer de l'arme et poursuit son agresseur. A l'entrée du bar, il reçoit une décharge de fusil de guerre.

A la suite de cette blessure, Alexandre aura la jambe droite amputée.

Le patron du bar, quant à lui, portera plainte pour fracture du bras.

Alexandre est inculpé pour coups et blessures avec arme.

Scénario désormais classique dans les agresssions racistes : alors que les agresseurs sont laissés en liberté, la victime est poursuivie en justice.

Sur le champ, un camarade de la Permanence anti-Expulsions intervient auprès des journaux et d'une radio libre pour dénoncer cette agression raciste.

Au retour des vacances, la P.A.E. décide immédiatement d'une riposte en organisant un rassemblement devant le bar. L'appel à ce rassemblement se fait pendant toute la semaine, sur les marchés, les bars et les restaurants universitaires et par des interventions au niveau des médias : lettre à " Libération ", articles dans le journal local " Le Sud-Ouest ", à la radio libre de Bordeaux.

Le jour du rassemblement, le 5 septembre, une centaine de personnes sont présentent : jeunes français et étrangers (en particulier des étudiants africains), ouvriers, gens du quartier, quelques retraités ; la Permanence propose aux gens d'enquêter sur les pratiques racistes du " Star ", de contacter l'interne de l'hôpital qui a reçu Bwanga, ...

Un débat quelque peu passionné s'engage alors entre les participants du rassemblement, l'ASTI et les militants de la Permanence Anti-Expulsions. A la suite de ce rassemblement, de nombreux contacts ont été pris.

Cette première démonstration publique de la PAE de Bordeaux a donc constitué un moment important.

MARSEILLE :

TERREUR POLICIERE ET ATTENTAT FASCISTE.

LES HABITANTS DES CITES CONTRE L'ETAT ET LA MAIRIE

MARSEILLE 10-12 JUIN.

LA TERREUR POLICIERE DANS LA CITE IMMIGREE DE CAYOLLE PRECEDE DE PEU DES ATTENTATS FASCISTES

QUE S'EST-IL PASSE DU 8 AU 12 JUIN A LA CAYOLLE ET A BASSENS: CITES IMMIGREES DE MARSEILLE.

Les journaux font état d'une explosion à la Cayolle et d'une bombe désarmorcée à temps à la cité Bassens. On parle de "tensions". Il est parfois rappelé que, quelques jours auparavant à la Cayolle, une opération sauvage de police aurait été menée pour rattraper un jeune repéré par des policiers au cours d'un contrôle où ils avaient été pris à parti.

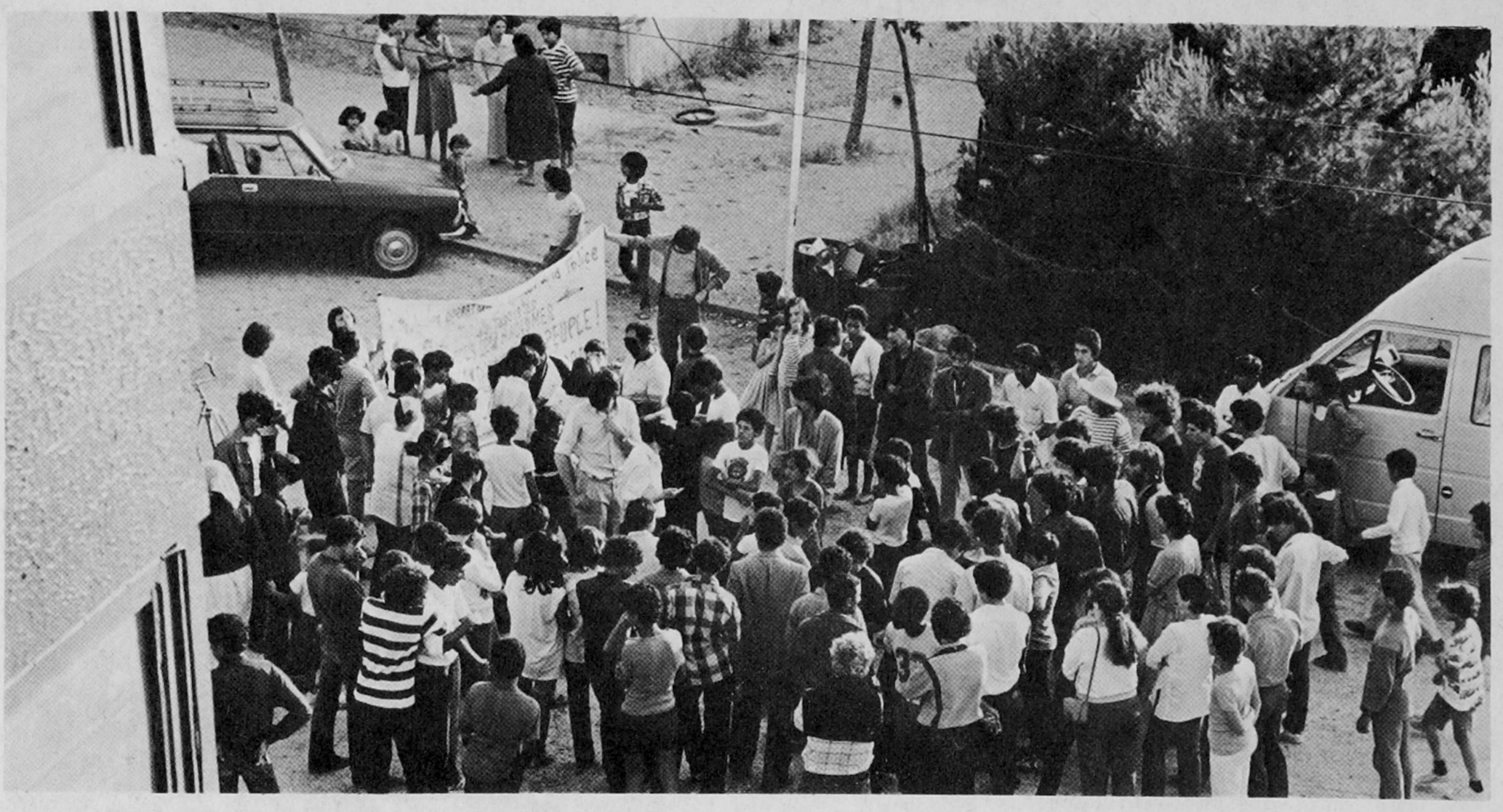
OU EST LA VERITE, QUE DISENT LES GENS DE LA CITE?

Le 8 Juin, des policiers prennent en chasse un jeune de 15 ans conduisant une mobylette signalée volée. Une voiture de police lui coupe la route et il chute brutalement. Ayant vu la scène, des habitants et membres de la famille accourent. Ils veulent savoir si le jeune est blessé. La police s'interpose. La mère est saisie par les cheveux, frappée, repoussée brutalement. Intervention des habitants pour la défendre. Pierres sur le fourgon... Les policiers battent en retraite.

Le 10 juin au matin, une cinquantaine de policiers en civil et autant d'hommes en uniforme , investissent la cité et prétextent de la recherche d'un jeune présent le 8, pour pénétrer dans les baraques, enfoncer les portes, frapper à l'intérieur des femmes, des enfants des jeunes. Violences, coups, injures racistes avec en plus la présence de chiens policiers. Ce sont tous les habitants de la cité qui subissent ces pratiques de terreur. Une mère de 13 enfants est frappée(elle sera hospitalisée pour traumatisme cranien) et déposera plainte. Un de ses fils de 24 ans est lui aussi brutalisé alors qu'il s'interposait pour la défendre. Un employé de l'entretien à son travail est lui aussi molesté.

La manifestation organisée par la PAE, seule riposte anti-raciste contre la terreur raciste et attentats fascistes dans les cités de Marseille.

pour construire la force du peuple multinational.



Expédition punitive de terreur raciste, assortie de déclarations cyniques des policiers déclarant "allez vous plaindre à votre Ministre de l'Intérieur, ce PD de Deferre".

Dans la nuit du 12 Juin, une explosion détruit un bâtiment au "Baou", cité de transit attenante à la Cayolle. Par miracle, il n'y a que des blessés légers, (l'appartement le plus proche est vide depuis deux jours). Tout est dévasté, 4 familles sont entièrement sinistrées. A la Cité Bassens, de l'autre côté de la ville, vers la même heure, un explosif plus puissant(5kg)est heureusement découvert par un jeune à l'entrée de l'immeuble, près d'une colonne de gaz. Il aura le courage de déplacer l'engin et les artificiers prévenus à temps pourront la désarmorcer.

Tout cela rappelle à notre mémoire la sinistre descente de police attaquant un mariage immigré l'été 79 à la cité Bassens, l'attentat fasciste contre l'imprimerie "Encre Noire" et l'attentat de la Rue Copernic.

MAIS QUE SE PASSE-T-IL ALORS? QUE VOIT-ON S'ORGANISER? QUI PARLE ET QUE FAIT-ON ?

Dans cette période, frappée de"l'état de grâce", les journaux"(Provencal"PS- Marseillaise PCF) la Mairie, le MRAP donnent le ton.

+ La Presse: Elle va faire mention de la descente de police liée aux évènements du 8 Juin, sans en donner les vraies raisons, celle de l'intervention des habitants contre la terreur policière et de leur crainte des représailles. Elle va oublier bien vite cet épisode et ne parler que des attentats fascistes. Rien ne viendra alors éclaircir la raison des tensions dans la cité et la terreur du 10 Juin. De la délinquance(campagne orchestrée par le "Méridional" de la vieille droite) à la police "qui s'oublie", on en vient à la logique d'un fait divers condamnable à un problème social.

+ Le MRAP: Reçu avec des associations en place sur les cités, d'abord par le Préfet de Police(Mr Eon). Il lui sera répondu au sujet de la descente de police que ce qui est crédible demeure la version des officiers engagés dans l'opération et non les dires des habitants. Réponse sèche-des temps que l'on croyait révolus- qui ne troublera pas plus cette organisation. Elle déclarera en effet, que les entretiens avec le Maire et les assurances qui ont été données sont suffisantes et qu'il n'est donc pas nécéssaire d'envisager une quelquonque information, mobilisation ou manifestation. En organisation responsable, elle travaillera au plan juridique dans la concertation avec le nouvel appareil d'Etat.

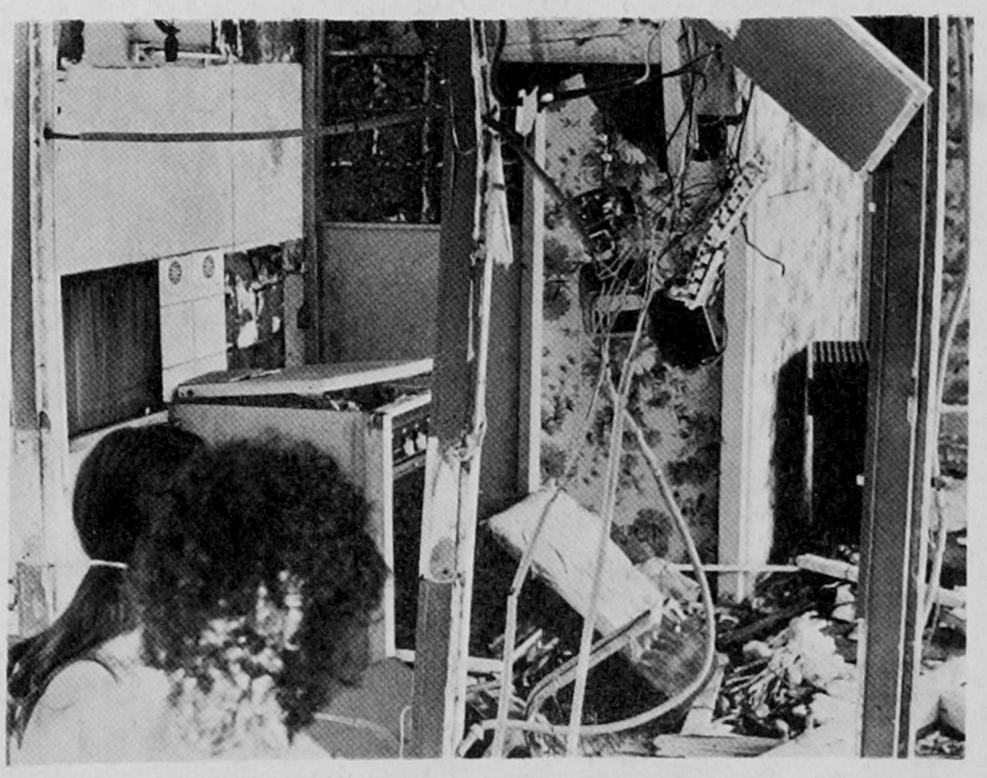
+ La Mairie: Elle acquiert par la nomination du nouveau Ministre de l'Intérieur, une double nature. Aux habitants, elle va accorder un entretien, faire des promesses, désigner un médiateur PS. Aux hommes de la police, elle rappellera que si les individus restent et qu'il en faut un peu plus, la politique,elle,a changé... et qu'il faut le comprendre.

+ Le PS: Il n'envisage pour sa part aucune riposte. La Mairie et lui ne font qu'un. Son responsable à l'immigration ne parviendra pas même à régler avant l'été, l'ensemble des relogements concernant les familles sinistrées. Il est vrai qu'à Marseille, la politique des "quotas" en HLM freine fortement l'attribution des logements libres aux familles immigrées. En conséquence, les propositions de relogement se font pour l'essentiel en dehors des quartiers où vivent les familles.

DANS LES CITES,C'EST LA STUPEUR ET LA COLERE.

Aussi bien à la Cayolle où descente de police et attentat forment un ensemble indissociable qu'à Bassens, de l'autre côté de la ville où l'on se rappelle un certain mariage matraqué par la police et où l'on sait qu'aujourd'hui on a eu de la chance de découvrir à temps les explosifs.

La première réaction des habitants: s'organiser pour se défendre, faire des tours de garde. Puis naissent de nombreuses interrogations quant à la période; le changement de gouvernement ne donne pas de réponse. Il y a le chômage, les contrôles de police anti-jeunes et le problème des cartes de séjour et de travail. Pourquoi les cités "provisoires" prévues pour 2 ans continuent-elles à exister après plus de 8 ans? On s'interroge sur l'avenir. On veut comprendre, on ne veut pas attendre.



DANS LES CITES, ON VEUT COMPRENDRE.
DANS LES CITES, ON VEUT COMPRENDRE.

Les partis du gouvernement n'organisent rien, ils ne sont pas un point d'appui. On a été attaqué de toute part, par des ennemis identiques, toujours présents. Simplementles choses se sont déplacées, on ne sait plus très bien qui est de la Mairie et de l'Etat, ou de l'Etat sans la Mairie. Les vibrations du 10 Mai n'ont rien ébranlé. Non seulement le PS demeure inexistant dans sa riposte, mais il démobilise et désorganise le peuple en présentant l'Etat comme un recours antiraciste. Les gens et les familles de la cité en rendent compte à leur manière en attendant la visite annoncée puis annulée et reportée du délégué PS à l'immigration: ils disent" le gouvernement a changé, mais pas la Mairie".Certains espéraient simplement que les propositions de relogement allaient se conclure plus simplement.

DANS LES CITES, LA PERMANENCE ANTI-EXPULSION APPELLE A LA VIGILANCE, A DEBATTRE DU CHANGEMENT DE CONJONCTURE ET A ORGANISER LA RIPOSTE A CAYOLLE MEME.

Le soir du 12 Juin, la PAE organise une une réunion publique sur la mémoire de la guerre d'Algérie. Les enquêtes des derniers jours ne font qu'accroître l'intérêt à comprendre cette période. Les conditions de la descente de police et des attentats, leur rapport avec la politique raciste et son hétitage.

Des habitants des différentes cités, viennent écouter et témoigner de ce qui s'est passé alors, notemment à Marseille: les fouilles et les contrôles d'Algériens sur le cours Belzunce, devant une population indifférente mais pas aveugle. Des rappelés chargés dans des filets et hissés sur des bateaux pour le le départ. Cette soirée cumule la colère de l'instant présent et la mémoire vivante d'il y a 20 ans.

Dans son premier travail, la PAE fait connaitre la vérité sur les cités, elle interpelle et invite à venir sur Cayolle pour comprendre et témoigner. Elle lance une pétition pour le relogement immédiat des familles sinistrées.

Elle organise la seule riposte sur la ville . Un rassemblement à la Cité de la Cayolle le lundi 22 Juin. Du lieu de rassemblement au "Baou", but de la manifestation, 60 à 100 personnes selon le moment vont affirmer l'existence d'une riposte français-immigrés aux agressions du 10 et 12 Juin.

La curiosité populaire, le sérieux, puis l'enthousiasme, animent un débat ou les questions se discutent ferme: conjoncture-organisation des anti-racistes, unité des français et des immigrés- relogement, -problème des papiers.

Il s'agit de mettre en place une politique anti-raciste avec sa mémoire, ses points d'unité, son indépendance. " Sur le tas", des membres d'associations diverses viendront dire que ce qui existe suffit bien, que l'on peut simplement se concerter avec le nouveau gouvernement et l'on jugera ensuite... Ils suivent malgré tout la manifestation, parce qu'elle existe.

Après ces actes d'une rare violence, cette manifestation aura été la seule pratique antiraciste visant à constituer le peuple multinational en force organisée.

Le mois d'Août verra la poursuite de ce travail: obtenir le relogement de toutes les familles sinistrées et commencer à débattre de la nécéssité d'organiser l'unité français-immigrés pour obtenir la régularisation de tous les sans-papiers.

attentat raciste et fasciste dans la nuit du 12 Juin à la cité La Cayolle à Marseille

l'Anti-Raciste doit devenir **mensuel**

Souscrivez à notre objectif **100.000F** pour les PAE

Adressez vos dons libéllés à « L' Anti-Raciste »

librairie 'Soleil d'Encre' 6 pl. du marché Ste. catherine P. 4è